

L'uranium, agent perturbateur des relations franco-américaines

Elsa Bembaron

Les États-Unis font feu de tout bois pour regagner des parts de marché dans le nucléaire en Europe. Quitte à bloquer le rachat des turbines Arabelle par EDF.

Haro sur l'uranium russe. Jusqu'à présent, ce précieux combustible indispensable au fonctionnement des centrales nucléaires a échappé aux sanctions internationales frappant Moscou depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Mais la donne pourrait changer, sous l'impulsion du Congrès américain. Le président Biden pourrait, dans les prochains jours, signer un texte portant sur l'interdiction d'importation d'uranium russe jusqu'en 2040, et ce alors que les États-Unis sont les plus dépendants des pays occidentaux à l'uranium russe, ou plus précisément, à l'uranium enrichi en Russie. Les conséquences d'un tel embargo ne concerneraient pas que la Russie. Elles pourraient avoir un impact commercial très négatif pour les Français.

La situation actuelle relève de l'usine à gaz. L'uranium est extrait de mines situées essentiellement au Kazakhstan, en Australie, en Namibie, en Ouzbékistan, au Canada et au Niger. « Il y a de l'uranium pour tous et pour longtemps », résumait fin mars Christian Polak, senior advisor chez Orano, lors d'un événement organisé par la Sfen. Plus on dépense dans l'exploration minière d'uranium, plus on en trouve. » Les choses se compliquent lors de la conversion de l'uranium, étape de transformation indispensable à son utilisation comme carburant, et lors du retraitement de

l'uranium enrichi. La part de marché des Russes grimpe alors à 25 % pour la conversion et 45 % pour l'enrichissement. À l'heure actuelle, Moscou est incontournable, notamment aux États-Unis.

Les sanctions américaines pourraient, en réalité, être sans effet pour les Russes. Plusieurs opérateurs du secteur estiment que les flux seraient vite redirigés vers la Chine qui construit des centrales nucléaires à tour de bras. Les plus exposés sont les Américains eux-mêmes qui ne disposent pas actuellement des usines pour pallier un éventuel arrêt des importations russes.

La France – autant dire EDF, qui représente 10 % de la demande mondiale – s'est « désensibilisée au risque d'une prise de sanction contre les Russes », estime un expert. Même si EDF achète encore de l'uranium enrichi à Rosatom et sa filiale Tenex. En effet, pour ne pas dépendre d'un seul fournisseur, le groupe a diversifié ses approvisionnements pour aller se servir chez Orano, Uramco, mais aussi Rosatom.

Ce qui relevait du bon sens économique avant 2022 devient un obstacle à surmonter en 2024. Néanmoins, « les capacités industrielles pour assurer la totalité des approvisionnements en France sont potentiellement mobilisables sur le territoire », mentionne Nicolas Goldberg, associé chez Columbus Consulting. Et des extensions de capacités sont

prévues. « Orano a un projet industriel visant à augmenter de 30 % ses capacités d'enrichissement afin de contribuer à la sécurité d'approvisionnement occidentale et de réduire la dépendance de certains clients vis-à-vis de la Russie », explique le groupe qui sert « environ 60 clients dans le monde ».

« Il n'est pas question qu'EDF rachète une entreprise dont la capacité d'exporter dépend du bon vouloir d'une puissance étrangère »

Ministère de l'Économie

Au final, la principale incertitude concerne les Américains. Comment pourraient-ils se priver d'uranium enrichi provenant de Russie ? Les exemples récents d'autres industries, notamment dans les télécoms et les semi-conducteurs, ont démontré que le Congrès américain pouvait prendre des mesures radicales, laissant aux industriels concernés le soin de trouver des solutions de sortie. Ce qu'ils ont déjà fait. Et l'affaire des sous-marins australiens a douloureusement rappelé à Paris que, dès qu'il s'agit de commerce, les États-Unis n'ont plus d'amis, mais que des concurrents.

Or, le dernier volet de cet imbroglio est bel et bien industriel. Framatome, une filiale d'EDF, livre des clients américains. Elle dispose aussi d'un accord de licence avec Rosatom, antérieur à l'invasion de l'Ukraine. Cet accord permet au français de produire dans ses usines un combustible en tout point similaire au Russe, destiné essentiellement aux pays d'Europe de l'Est équipés de centrales russes (VVER) et souhaitant ne plus dépendre de Moscou. « Depuis l'invasion de l'Ukraine, tous ces pays se sont tournés vers Framatome pour leurs approvisionnements en combustibles », explique Bernard Fontana, le PDG de Framatome. Parfois au détriment de l'américain Westinghouse qui se présente en « leader émergent » de ce marché. L'américain se serait bien vu prendre seul la place laissée vacante par Rosatom.

Framatome a aussi commencé à fournir à ces clients des pièces de rechange. Il a ainsi déjà livré à la Bulgarie des pompes de refroidissement pour ses réacteurs. Or, les Américains lorgnent aussi ce juteux marché. D'autant qu'au parc existant s'ajoute la perspective de nouveaux réacteurs, comme en Pologne, en Slovaquie ou encore en République tchèque. Mais Westinghouse s'y heurte à la concurrence d'EDF et du coréen KHPN. Sanctionner la Russie est un moyen indirect de freiner les ambitions commerciales françaises.

Les blocages autour de la cession des turbines Arabelle en sont l'illustration. Les Américains, via l'Ofac, l'autorité en charge de la surveillance des actifs étrangers, ont les deux pieds sur la pédale de frein, au motif cette fois que le contrôle commandes des turbines qu'EDF veut racheter à GE Steam est sous licence américaine. Or, une partie importante du carnet de commandes d'Arabelle – qui est encore aux mains du groupe américain – provient de Russie. Washington pourrait refuser que cet actif soit cédé à un groupe qui aurait des liens, même ténus, avec la Russie...

« Il n'est pas non plus question qu'EDF rachète une entreprise dont la capacité d'exporter dépend du bon vouloir d'une puissance étrangère », glisse-t-on à Bercy. En effet, si les Américains conservaient la propriété intellectuelle du contrôle commandes, ils pourraient mettre leur veto à l'exploration des turbines. « On ne les rachète pas que pour nous. Nous voulons pouvoir les exporter », insiste Bercy. Le gouvernement avait espéré pouvoir profiter de la visite du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, à Paris début avril pour plaider sa cause. En vain. Or, sans ses clients russes, qui pourraient représenter près de la moitié de son chiffre d'affaires, la viabilité des actifs d'Arabelle serait fragilisée. Pour Washington, c'est un moyen comme un autre de mettre des bâtons dans les roues d'un concurrent. ■